

agricole se livre à ce sujet aux calculs suivants, dont nous lui laissons toute la responsabilité, car rien n'est généralement plus hypothétique que ces sortes de calculs, qui sont presque toujours basés sur des faits incertains, et qui, par conséquent ne peuvent s'appuyer que sur des probabilités.

La consommation de la France s'élève à 740,000 minots de blé par jour, ce qui donne pour l'année un total approximatif de 270 millions de minots, dans lesquels se trouvent compris à peu près 30 millions de minots de petits grains, tels que seigle, orge, maïs, avoine et châtaignes, dont se nourrissent encore en partie les habitants de quelques départements. Il restera donc pour la consommation annuelle 140 millions de minots de blé, soit par mois 20,000,000 minots de sorte que, depuis le commencement de la campagne 1861-1862, c'est-à-dire depuis le mois d'août, la consommation aura porté sur 100 millions de minots., dont 5 millions et demi en blés étrangers et 80 millions et demi en blés indigènes.

Pour arriver à la fin de la saison, la France aura donc encore besoin de 140 millions de minots; si nous déduisons de ce chiffre 15 millions et demi de blés étrangers restant encore dans les entrepôts; la culture devra fournir d'ici là un contingent de 20 millions et demi de minots.

Il s'agit de savoir maintenant si la culture sera en mesure d'apporter cette quantité sur les marchés. Pendant les cinq premiers mois de la campagne, les cultivateurs ont fourni environ 80 millions et demi de minots, ce qui donne 15 millions et demi par mois. Or en supposant que jusqu'à la fin de l'année, ils puissent vendre une semblable quantité, nous n'arriverions, pour les sept mois restant à courir, qu'au chiffre de 114 millions et demi de minots; il resterait donc encore un déficit de 6 millions de minots qui devrait être comblé par l'importation.

Mais la moyenne des apports de la culture de janvier à juillet prochain atteindra-t-elle ce chiffre? Il est permis d'en douter.

Le déficit de la récolte, dit *l'Echo agricole*, peut être estimé à un tiers d'une année moyenne. Les produits d'une année moyenne se traduisent par 270 millions de minots, et par conséquent, en retranchant un tiers pour le déficit, il ne restera plus dans le bilan que 180 millions de minots. Or, nous avons vu que la consommation du blé, non compris les menus grains, était de 240 millions de minots. Nous pouvons donc ainsi constater un déficit de 60 millions de minots, et par conséquent les pays étrangers devraient encore fournir 25 millions de minots.

Il sera peut-être difficile pour le commerce d'atteindre ce chiffre. L'Amérique aura probablement moins à vendre qu'elle ne l'a déjà fait; l'Espagne a déjà beaucoup exporté, et peut-être l'excédant lui fera-t-il défaut; d'ailleurs l'Angleterre ne tardera pas, de son côté, à éprouver de grands besoins; il pourrait bien se faire que cette nation allât puiser dans les greniers, français qui ne sont déjà pas trop pleins: nécessairement alors il surviendrait de la hausse.

Comme nous l'avons déjà dit, tous ces calculs paraissent parfaitement vraisemblables, mais il ne faudrait pas non plus que les déten-

teurs de grains les pressent trop au pied de la lettre, et qu'ils basassent ainsi leurs opérations sur des combinaisons probables, mais cependant fort incertaines.

Le marché de Paris reste à peu près dans la même situation que la semaine dernière; en général les affaires en grains sont peu actives, ce dont il ne faut pas s'étonner soit à cause de la situation politique, soit à cause de la stagnation que l'on trouve tous les ans à cette époque. On prétendait que les blés ne pourraient marcher que vers la baisse; il est vraiment bien fâcheux que les faits commencent déjà à donner tort à quelques-uns de nos confrères qui pensent que la peur seule était cause de la hausse. Il nous semble qu'ils devraient avoir peur eux-mêmes d'émettre une semblable opinion, qui nous a toujours paru peu rationnelle et peu en rapport avec le gros bon sens.

Quoi qu'il en soit de la prévision de ces optimistes, les cours des grains et des farines se sont raffermis sur tous les points depuis quelques jours. Nous le répétons, nous ne croyons pas à une forte hausse; mais nous avons la certitude que les prix des grains se maintiendront avec une grande fermeté, car il n'est pas possible qu'avec un déficit aussi considérable que celui de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne et de bien d'autres localités, la baisse fasse des progrès sérieux. Sans contredit, une importation de près de 25 millions de minots en trois mois et demi a dû exercer une grande influence sur les cours; mais il est facile de voir que l'Angleterre, qui n'est point approvisionnée en proportion de ses besoins, viendra bientôt sur nos marchés, et, par suite, les prix ne tarderont pas à s'améliorer. Sans ces arrivages importants, les blés vaudraient peut-être en ce moment \$2.50, ce qui ne serait pas avantageux pour le consommateur.

Marchés de Montréal.—C'est une circonstance singulière et sans précédent que le lard prime mess (empaqueté à la façon anglaise, par 175 livres en moyenne) a une aussi grande valeur à New York et à Montréal, que le mess, qui, ordinairement se vend environ trois ou quatre piastres plus cher. A New York, le lard mess vaut \$12 à \$13, et le prime mess \$13 50 \$13 75. Il résulte de cet état de chose peu ordinaire, que les porcs légers ont plus de valeur que les porcs lourds, par livre, quoique la plupart des propriétaires, par suite d'une longue habitude, les vendent un demi cent meilleur marché. Le lard est en hausse à New-York, surtout celui qui doit être délivré plus tard. Cela a lieu, sans doute, en prévision du règlement des difficultés avec le Sud, événement qui aurait pour effet, s'il arrivait, de faire hausser les prix rapidement.

L'abondance du change au sterling jeté sur le marché par le département du Commissariat, a e. pour résultat, en somme, d'empêcher le taux au change de suivre la hausse de New-York. Le change est ordinairement à meilleur marché à New-York qu'ici, mais en ce moment, par suite de la suspension des paiements en espèces à New-York, et l'abondance des billets du Commissariat, le taux est de 4p 100 plus bas à Montréal. Comme conséquence, le change sur New-York a subi une dépression de 3 à 5 p 100.